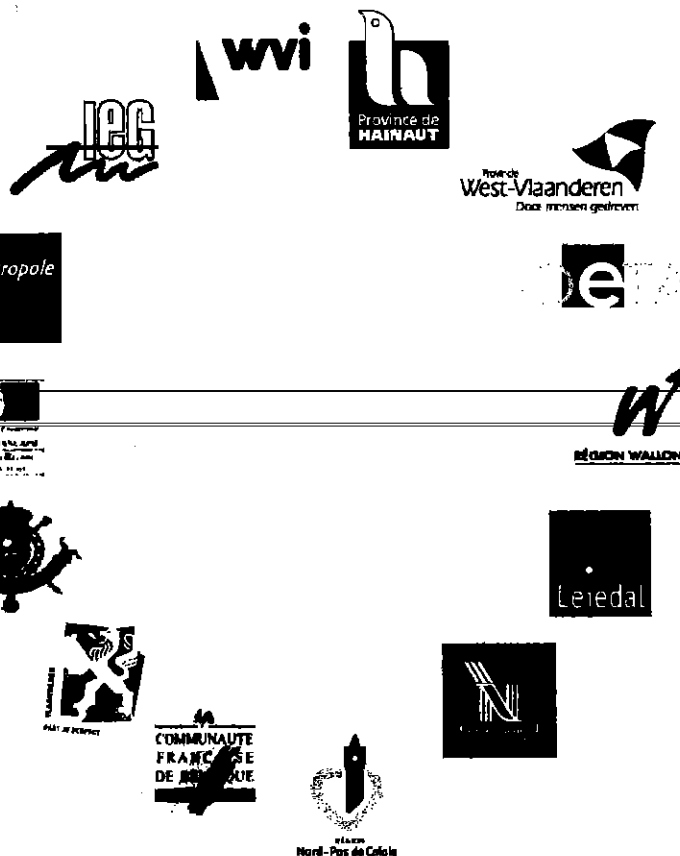




Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai Arrêté portant création du GECT

Eurometropool Lille-Kortrijk-Tournai Besluit betreffende de oprichting van de EGTS

Janvier/Januari 2008

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DE REGION NORD – PAS-DE-CALAIS

SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES

ARRETE

**portant création du Groupement Européen de Coopération Territoriale
« Eurométropole Lille – Kortrijk – Tournai »**

LE PRÉFET DE LA RÉGION NORD - PAS-DE-CALAIS PRÉFET DU NORD

Officier de la Légion d'Honneur,
Commandeur de l'Ordre National du Mérite

- VU le règlement n° 1082/2006 du Parlement Européen et du Conseil en date du 5 juillet 2006, relatif à un groupement européen de coopération territoriale ;
- VU l'accord entre le Gouvernement de la République française, d'une part, et le Gouvernement du Royaume de Belgique, le Gouvernement de la Communauté française, le Gouvernement de la Région Wallonne et le Gouvernement flamand, d'autre part, sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et organismes publics locaux, fait à Bruxelles le 16 septembre 2002 ;
- VU le décret n° 2005-745 du 28 juin 2005 portant publication de cet accord ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.5721-1 et suivants ;
- VU l'accord de Monsieur le Préfet de la Région Nord – Pas-de-Calais, Préfet du Nord, sur les déclarations d'intention de Lille Métropole Communauté Urbaine (02 janvier 2008), du Conseil Régional du Nord – Pas-de-Calais (08 janvier 2008) et du Conseil Général du Nord (15 janvier 2008) ;
- VU l'accord du gouvernement flamand (18 janvier 2008) sur la participation de la Province de Flandre occidentale, et les intercommunales Leiedal et wvi et l'accord du gouvernement wallon sur la participation de la Province de Hainaut et des intercommunales Ideta et leg ;

.../...

- VU** la délibération du conseil communautaire de Lille Métropole Communauté Urbaine (12 octobre 2007), de la commission permanente du Conseil Régional du Nord – Pas-de-Calais (12 novembre 2007), du Conseil Général du Nord (21 janvier 2008) par lesquelles ces collectivités ont décidé de s'associer pour créer ensemble le groupement européen de coopération territoriale « Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai » et ont approuvé la convention de coopération ainsi que les statuts y afférent ;
- VU** la décision du Conseil des ministres du gouvernement fédéral belge (21 décembre 2007), la délibération de la Région et de la Communauté flamande (18 janvier 2008), du Conseil provincial de Flandre occidentale (20 décembre 2007), du Conseil d'administration (7 décembre 2007) et de l'Assemblée générale extraordinaire (11 décembre 2007) de l'Intercommunale Leiedal, du Conseil d'administration (12 décembre 2007) et de l'Assemblée générale extraordinaire (19 décembre 2007) de l'Intercommunale wvi, de la Région wallonne (17 janvier 2008), de la Communauté française de Belgique (18 janvier 2008), du Conseil provincial du Hainaut (13 décembre 2007), du Conseil d'administration de l'Intercommunale Ideta (07 novembre 2007), du Conseil d'administration de l'Intercommunale Ieg (13 novembre 2007) par lesquelles ces institutions ont décidé de s'associer pour créer ensemble le groupement européen de coopération territoriale « Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai » et ont approuvé la convention de coopération ainsi que les statuts y afférent ;
- VU** la lettre de Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes du 03 janvier 2008 ainsi que la lettre de Madame la Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales en date du (21 janvier 2008) nommant les représentants de l'Etat auprès du groupement européen de coopération territoriale ;
- VU** l'avis du Trésorier-Payeur Général du Nord – Pas-de-Calais en date du 09 janvier 2008 ;
- SUR** proposition de Monsieur le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales du Nord – Pas-de-Calais.

AR R E T E :

ARTICLE 1er. – Un Groupement européen de coopération territoriale (GECT) est constitué entre les membres suivants, signataires de la Convention de coopération :

Côté français :

- l'Etat,
- la Région Nord-Pas-de-Calais,
- le Département du Nord,
- Lille Métropole Communauté urbaine,

Côté belge :

- l'Etat fédéral,
- la Région et la Communauté flamande,
- la Province de Flandre occidentale,
- l'intercommunale Leiedal, au nom des communes de l'arrondissement de Kortrijk,
- l'intercommunale wvi, au nom des communes des arrondissements de Roeselare, Ieper et Tielt,
- la Région wallonne,
- la Communauté française de Belgique,
- la Province de Hainaut,
- l'intercommunale Ideta, au nom des communes de l'arrondissement de Tournai à l'exception de la commune d'Estaimpuis, et de l'arrondissement d'Ath ainsi que des communes de Lessines, Silly et Enghien,
- l'intercommunale Ieg au nom des communes de l'arrondissement de Mouscron et de la commune d'Estaimpuis.

.../...

ARTICLE 2 – Le G.E.C.T est dénommé en langue française « Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai » et en langue néerlandaise « Eurometropool Lille-Kortrijk-Tournai ».

ARTICLE 3 – L'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai a pour objet la mise en œuvre de la convention de coopération approuvée par ses membres.

L'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai a pour mission principale de promouvoir et de soutenir une coopération transfrontalière efficace et cohérente au sein du territoire concerné.

En rassemblant l'ensemble des institutions compétentes, l'Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai est un lieu permettant :

- d'assurer la concertation, le dialogue et de favoriser le débat politique,
- de produire de la cohérence transfrontalière à l'échelle de l'ensemble du territoire,
- de faciliter, de porter et de réaliser des projets traduisant la stratégie de développement à élaborer en commun,
- de faciliter la vie quotidienne des habitants de la métropole franco-belge.

ARTICLE 4 Le siège juridique du groupement européen est fixé en France, 1 rue du Ballon – BP 745 – F 59034 LILLE Cedex

ARTICLE 5 L'assemblée du groupement comprend 84 membres à raison de :

• au titre des membres français :

- 32 représentants de Lille Métropole Communauté urbaine désignés par le Conseil communautaire
- 2 représentants de l'Etat désignés par le ministre chargé de l'intérieur et par le ministre chargé des affaires étrangères
- 4 représentants de la Région Nord – Pas-de-Calais désignés par le Conseil régional
- 4 représentants du Département du Nord désignés par le Conseil général

• au titre des membres belges :

- 15 représentants, élus locaux, désignés en commun accord entre les communes des arrondissements de Kortrijk, Ieper, Roeselare et de Tielt, et les intercommunales Leiedal et wvi
- 15 représentants, élus locaux, désignés en commun accord entre les communes des arrondissements Mouscron-Comines, Tournai et Ath ainsi que les communes de Lessines, Silly et Enghien et les intercommunales Ideta et Ieg
- 1 représentant francophone et 1 représentant néerlandophone de l'Etat fédéral désignés par le gouvernement fédéral
- 4 représentants de la Région et de la Communauté flamande désignés par le gouvernement flamand
- 2 représentants de la Région wallonne désignés par son gouvernement
- 2 représentants de la Communauté française de Belgique désignés par son gouvernement
- 1 représentant de la Province de Flandre occidentale désigné par la Députation
- 1 représentant de la Province de Hainaut désigné par la Députation

ARTICLE 6 – Les ressources de l'Eurométropole comprennent

- la contribution annuelle des membres ;
- les subventions, dons et participations reçues ;
- les emprunts ;
- les produits afférent aux services assurés.

La contribution annuelle des membres est répartie à parité entre la France et la Belgique à raison de :

• 50 % pour les membres français :

- l'Etat : 5 %
- la Région Nord/Pas-de-Calais : 10 %
- le Département du Nord : 10 %
- Lille Métropole Communauté Urbaine : 25 %

• 50 % pour les membres belges :

- | | | | |
|---|---------|---------|---------|
| - l'Etat fédéral : | 7,140 % | | |
| - la Région et la Communauté flamande : | 7,143 % | | |
| - la Province de Flandre occidentale : | 7,143 % | } 21,43 | } 42,86 |
| - l'intercommunale Leiedal : | 3,572 % | | |
| - l'intercommunale wvi : | 3,572 % | | |
| - la Région wallonne : | 4,286 % | | |
| - la Communauté française de Belgique : | 4,286 % | } 21,43 | |
| - la Province de Hainaut : | 4,286 % | | |
| - l'intercommunale Ideta : | 4,286 % | | |
| - l'intercommunale IEG : | 4,286 % | | |

ARTICLE 8 – Les fonctions d'agent comptable du groupement européen de coopération territoriale sont assurées par Monsieur le Trésorier de Lille Métropole Communauté urbaine.

ARTICLE 9 – La convention de coopération et les statuts du groupement européen de coopération territoriale sont annexés au présent arrêté.

ARTICLE 10 – Conformément à l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Lille dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 11 – M. le Secrétaire Général pour les Affaires Régionales du Nord – Pas-de-Calais et chacun des membres constituant le groupement européen de coopération territoriale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de Région et dont copie sera adressée à :

- M. le Trésorier-payeur général du Nord et de la Région Nord – Pas-de-Calais
- Mme la Présidente de la chambre régionale des comptes du Nord - Pas-de-Calais

Fait à LILLE, le 21 janvier 2008

Signé

LE PREFET,

Daniel CANEPA

REPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE REGION NORD – PAS-DE-CALAIS

SECRETARIAT GENERAL POUR LES AFFAIRES REGIONALES

BESLUIT

**betreffende de oprichting van de Europese groepering voor territoriale samenwerking
"Eurometropool Lille-Kortrijk-Tournai";**

DE PREFECT VAN DE REGIO NORD-PAS DE CALAIS PRÉFET DU NORD

Officier van het *Légion d'Honneur*,
Commandeur van de *Ordre National du Mérite*

GELET OP de verordening nr. 1082/2006 van het Europees Parlement en van de Raad d.d. 5 juli 2006, met betrekking tot een Europese groepering voor territoriale samenwerking ;

GELET OP de overeenkomst tussen de Regering van de Republiek Frankrijk enerzijds, en de Regering van het Koninkrijk België, de Regering van de Franse Gemeenschap, de Regering van het Waalse Gewest en de Vlaamse Regering anderzijds, met betrekking tot de grensoverschrijdende samenwerking tussen territoriale overheden en lokale openbare lichamen, afgesloten te Brussel op 16 september 2002 ;

GELET OP het decreet nr. 2005-745 van 28 juni 2005 betreffende de bekendmaking van deze overeenkomst ;

GELET OP de Franse *Code Général des Collectivités Territoriales* en meer bepaald de artikelen L.5721-1 en volgende ;

GELET OP het akkoord van de heer Prefect van de Regio Nord – Pas-de-Calais, Préfet du Nord, met de intentieverklaringen van *Lille Métropole Communauté Urbaine* (02 januari 2008), van de *Conseil Régional du Nord – Pas-de-Calais* (08 januari 2008) en van de *Conseil Général du Nord* (15 januari 2008) ;

GELET OP het akkoord van de Vlaamse regering (18 januari 2008) met de deelname van de Provincie West-Vlaanderen en de intercommunales Leiedal en wvi en het akkoord van de Waalse regering met de deelname van de Provincie Henegouwen en de intercommunales Ideta en leg ;

.../...

GELET OP de beraadslaging van de *conseil communautaire van Lille Métropole Communauté Urbaine* (12 oktober 2007), van de *commission permanente van de Conseil Régional du Nord – Pas-de-Calais* (12 november 2007) en van de *Conseil Général du Nord* (21 januari 2008) waarbij deze overheden hebben besloten zich te verenigen om samen de Europese groepering voor territoriale samenwerking « Eurometropool Lille-Kortrijk-Tournai » op te richten, en de samenwerkingsovereenkomst en de erop betrekking hebbende statuten hebben goedgekeurd ;

GELET OP het besluit van de ministerraad van de federale regering (21 december 2007), het besluit van de Vlaamse regering (18 januari 2008), van de Provincieraad van West-Vlaanderen (20 december 2007), van de Raad van Bestuur (7 december 2007) en van de Buitengewone Algemene Vergadering (11 december 2007) van de Intercommunale Leiedal, van de Raad van Bestuur (12 december 2007) en van de Buitengewone Algemene Vergadering (19 december 2007) van de Intercommunale wvi, van het Waalse Gewest (17 januari 2008), van de Franse Gemeenschap van België (18 januari 2008), van de Provincieraad van Henegouwen (13 december 2007), van de Raad van Bestuur van de Intercommunale Ideta (07 november 2007), van de Raad van Bestuur van de Intercommunale Ieg (13 november 2007) waarbij deze overheden hebben besloten zich te verenigen om samen de Europese groepering voor territoriale samenwerking « Eurometropool Lille-Kortrijk-Tournai » op te richten en de samenwerkingsovereenkomst en de erop betrekking hebbende statuten hebben goedgekeurd ;

GELET OP de brief van de heer *Ministre des Affaires étrangères et européennes* van 03 januari 2008 evenals de brief van Mevrouw de *Ministre de l'Intérieur, de l'Outre-mer et des Collectivités territoriales* d.d. (21 januari 2008) waarbij de vertegenwoordigers van de Franse Staat bij de Europese groepering voor territoriale samenwerking worden benoemd ;

GELET OP het advies van de *Trésorier-Payeur Général du Nord – Pas-de-Calais* d.d. 09 januari 2008 ;

OP voorstel van de heer *Secrétaire Général pour les Affaires Régionales du Nord – Pas-de-Calais*.

BESLUIT :

ARTIKEL 1. - Er wordt een Europese Groepering voor Territoriale Samenwerking (EGTS) opgericht tussen de volgende leden, die de Samenwerkingsovereenkomst hebben ondertekend :

Aan Franse zijde :

- de Staat,
- de *Région Nord - Pas-de-Calais*,
- het *Département du Nord*,
- *Lille Métropole Communauté urbaine*,

Aan Belgische zijde :

- de Federale Staat,
- het Vlaamse Gewest en de Vlaamse Gemeenschap,
- de Provincie West-Vlaanderen,
- de intercommunale Leiedal, namens de gemeenten van het arrondissement Kortrijk,
- de intercommunale wvi, namens de gemeenten van de arrondissementen Roeselare, Ieper en Tielt,
- het Waalse Gewest,
- de Franse Gemeenschap van België,
- de Provincie Henegouwen,
- de intercommunale Ideta, namens de gemeenten van het arrondissement Tournai, behalve de gemeente Estaimpuis, en het arrondissement Ath, evenals de gemeenten Lessines, Silly en Enghien,
- de intercommunale Ieg, namens de gemeenten van het arrondissement Mouscron en de gemeente Estaimpuis.

.../...

ARTIKEL 2 – In het Frans wordt de E.G.T.S. « Eurométropole Lille-Kortrijk-Tournai » genoemd en in het Nederlands « Eurometropool Lille-Kortrijk-Tournai ».

ARTIKEL 3 – De Eurometropool Lille-Kortrijk-Tournai heeft tot doel de samenwerkingsovereenkomst uit te voeren die werd goedgekeurd tussen zijn leden.

De Eurometropool Lille-Kortrijk-Tournai heeft als hoofdplicht een efficiënte en coherente grensoverschrijdende samenwerking te bevorderen en te ondersteunen in het betreffende gebied.

Door alle bevoegde autoriteiten samen te brengen, zal de Eurometropool Lille-Kortrijk-Tournai een forum worden dat toelaat :

- overleg te plegen, in dialoog te treden en het politieke debat te stimuleren,
- te zorgen voor grensoverschrijdende samenhang in het volledige gebied,
- in uitvoering van een gezamenlijk op te stellen ontwikkelingsstrategie projecten mogelijk te maken, op te starten en uit te voeren,
- het dagdagelijkse leven van de inwoners van de Frans-Belgische metropool makkelijker te maken.

ARTIKEL 4 De juridische zetel van de Europese groepering is gevestigd in Frankrijk , 1 rue du Ballon –
BP 745 – F 59034 LILLE Cedex

ARTIKEL 5 De vergadering van de groepering telt 84 vertegenwoordigers, op basis van volgende verhoudingen :

• namens de Franse leden :

- 32 vertegenwoordigers van *Lille Métropole Communauté Urbaine*, aangeduid door de *Conseil communautaire*
- 2 vertegenwoordigers van de Staat, aangeduid door de Minister van Binnenlandse zaken en door de Minister van Buitenlandse zaken
- 4 vertegenwoordigers van de *Région Nord-Pas-de-Calais*, aangeduid door de *Conseil régional*
- 4 vertegenwoordigers van het *Département du Nord*, aangeduid door de *Conseil général*

• namens de Belgische leden :

- 15 vertegenwoordigers, lokale verkozenen, aangeduid in onderling akkoord tussen de gemeenten van de arrondissementen Kortrijk, Ieper, Roeselare en Tielt en de intercommunales Leiedal en wvi
- 15 vertegenwoordigers, lokale verkozenen, aangeduid in onderling akkoord tussen de gemeenten van de arrondissementen Mouscron-Comines, Tournai en Ath en de gemeenten Lessines, Silly en Enghien en de intercommunales Ideta en Ieg
- 1 Nederlandstalige en 1 Franstalige vertegenwoordiger van de Federale Staat, aangeduid door de Federale Regering
- 4 vertegenwoordigers van het Vlaamse Gewest en de Vlaamse Gemeenschap, aangeduid door de Vlaamse Regering
- 2 vertegenwoordigers van het Waalse Gewest, aangeduid door zijn regering
- 2 vertegenwoordigers van de Franse Gemeenschap van België, aangeduid door haar regering
- 1 vertegenwoordiger van de Provincie West-Vlaanderen, aangeduid door de Deputatie
- 1 vertegenwoordiger van de Provincie Henegouwen, aangeduid door de Deputatie

.../...

ARTIKEL 6 – De werkingsmiddelen van de Eurometropool bestaan uit

- de jaarlijkse bijdrage van de leden ;
- de ontvangen subsidies, schenkingen en bijdragen ;
- de leningen ;
- de opbrengsten van verleende diensten.

De jaarlijkse bijdrage van de leden wordt evenredig verdeeld tussen Frankrijk en België als volgt :

- 50 % voor de Franse leden :
 - de Staat : 5 %
 - de *Région Nord/Pas-de-Calais* : 10 %
 - het *Département du Nord* : 10 %
 - *Lille Métropole Communauté urbaine* : 25 %

- 50 % voor de Belgische leden :
 - de Federale Staat : 7,140 %
 - het Vlaamse Gewest en de Vlaamse Gemeenschap : 7,143 %
 - de Provincie West-Vlaanderen : 7,143 %
 - de intercommunale Leiedal : 3,572 %
 - de intercommunale wvi : 3,572 %
 - het Waalse Gewest : 4,286 %
 - de Franse Gemeenschap van België : 4,286 %
 - de Provincie Henegouwen : 4,286 %
 - de intercommunale Ideta : 4,286 %
 - de intercommunale IEG : 4,286 %

ARTIKEL 8 – De functie van rekenplichtige van de Europese groepering voor territoriale samenwerking wordt verzekerd door de heer *Trésorier van Lille Métropole Communauté urbaine*.

ARTIKEL 9 – De samenwerkingsovereenkomst en de statuten van de Europese groepering voor territoriale samenwerking worden als bijlage toegevoegd aan onderhavig besluit.

ARTIKEL 10 – Overeenkomstig artikel R. 421-1 van het *code de justice administrative* (Franse wetboek voor bestuursrechtspraak), kan tegen onderhavig besluit een contentieus beroep worden ingesteld vóór de administratieve rechtbank van Lille binnen een termijn van twee maand te rekenen vanaf de kennisgeving ervan.

ARTIKEL 11 – Dhr. *Secrétaire Général pour les Affaires Régionales du Nord – Pas-de-Calais* (Secretaris-generaal voor de regionale aangelegenheden van Nord – Pas-de-Calais) en elk lid van de Europese groepering voor territoriale samenwerking worden elk voor hun deel belast met de uitvoering van onderhavig besluit dat zal worden bekendgemaakt in de *recueil des actes administratifs de la préfecture de Région* en waarvan een kopie zal worden toegestuurd aan :

- dhr. *Trésorier-payeur général du Nord et de la Région Nord – Pas-de-Calais*
- Mevrouw de Voorzitster van de *chambre régionale des comptes du Nord - Pas-de-Calais*

Opgesteld te LILLE, op 21 januari 2008

getekend DE PREFECT,

Daniel CANEPA